

Contribution écrite ayant servi de support à l'intervention orale de Vincent Guillon (ANDCIO) sur les deux thèmes proposés : l'information / les partenariats dans l'école

Pour l'ANDCIO, l'actualité de la question de l'information doit intégrer les deux perspectives suivantes du point de vue de l'orientation :

- intégration de l'information à la finalité générale de l'éducation : la culture, qui est le constituant fondamental de toute autonomie, pensée critique, citoyenneté et vie en société et dont l'une des dimensions, essentielle à l'intentionnalité et à l'activité permanente de création de projets de l'être humain, est celle de la constitution d'une réelle culture sociale, économique et professionnelle
- remise de la décision d'orientation en fin de collège aux familles et aux élèves, la seconde devenant un véritable palier d'exploration et d'orientation articulé sur la possibilité du choix de deux options pouvant être générales, technologiques, professionnelles ou une combinaison de deux de ces options.

I - Situer l'information dans les dynamiques du sujet s'orientant, de la guidance et du counseling

Un premier point peut être avancé.

La dynamique dans laquelle l'information doit être conçue est celle du « s'orienter » et non du « orienter ». Elle doit être au service des sujets s'orientant : informer l'élève pour lui permettre de s'orienter et non pour l'orienter en fonction de telle ou telle influence dominante, celle de la gestion des flux, notamment, qui relève d'une autre problématique.

Deux angles d'attaque sont au service de cette dynamique : la guidance et le conseil. Ces termes de guidance et de counseling sont ceux de la plupart des pays européens.

Guidance : actions, interventions et dispositifs mis en place au service de tous sans demande ou projet spécifique d'une personne et sans visée décisionnelle. Les actions d'information sous toutes leurs formes, sur des temps courts ou longs, à supports et formes variés relèvent de cette dimension de même que, d'un certain point de vue, l'entretien personnalisé d'orientation. Voir sur le site de l'Andcio, l'immense diversité des actions de guidance : <http://www.andcio.org/spip.php?article134> (II- éclairer le concept d'orientation)

Conseil ou counseling : actions mises en place à l'initiative du sujet en recherche de projet, de choix et de décision. Exemples : sa propre réflexion, permanente ; ses échanges eux aussi constants, d'une manière ou d'une autre, réflexive aussi bien qu'agie, consciente aussi bien qu'inconsciente, avec son milieu familial ; ses relations avec ses pairs ; le recours à des professionnels du conseil enfin, et notamment les conseillers d'orientation-psychologues.

Cette distinction permet de comprendre que tant que l'action des enseignants est située du côté de la guidance, - avec des aspects pédagogiques, formels, en quelque sorte 'contradictoires' au sens du droit et de ce dont on peut rendre compte publiquement -, elle ne devrait pas leur faire problème. Elle peut, à juste titre, leur faire problème si on leur demande de rentrer dans le conseil/counseling : ce n'est pas leur métier, et c'est un vrai métier, spécialisé. L'entretien d'accompagnement pédagogique ne mobilise pas les mêmes ressorts, les mêmes visées que l'entretien de conseil qui pourra souvent aller très loin à la demande même des personnes, toujours sous leur contrôle, mais sous le couvert de la confidentialité et de la non publicité.

Cette distinction permet de comprendre que le conseil en orientation/counseling de carrière a toute sa place lorsque les sujets sont en difficulté, en décrochage, ou plus simplement en indécision. Elle permet aussi de comprendre que l'essentiel est quantitativement la guidance, du point de vue de

l'action des membres des équipes éducatives et des professionnels de l'école (dont les conseillers d'orientation-psychologues). Il s'agit de tendre le plus possible à ce que les jeunes puissent se déterminer avec les ressources de leur environnement familial, pédagogique, social sans nécessairement recourir à des spécialistes. Il s'agit donc d'œuvrer aussi en direction de ces environnements pour qu'ils puissent remplir au mieux ces missions qui tiennent à la culture sociale, économique et professionnelle.

II- Situer l'information dans le contexte des inégalités sociales

Un deuxième point doit être souligné.

Il en va pour la guidance et le counseling, dont relèvent l'information, le conseil en orientation et l'accompagnement, comme pour le travail des élèves.

Tout ce qui concerne l'école doit pouvoir être fait dans le temps de l'école. L'école ne peut pas externaliser, qui plus est sans 'outiller' cette externalisation, ce qui est nécessaire à la réussite de sa mission éducative, pas plus lorsqu'il s'agit de culture sociale, économique et professionnelle que lorsqu'il s'agit, tout simplement, de culture et de savoirs et du temps de travail nécessaire à l'appropriation de ces savoirs hors les cours mêmes. Ne pas donner la possibilité de ces accompagnements nécessaires, c'est renforcer les inégalités sociales, au mieux les maintenir. Un seul exemple : la recherche de stages en entreprises à tous les niveaux de la scolarité. Est-ce dans le quart d'heure de récréation/temps d'interruption des enseignements deux fois par jour, ou au moment des repas du midi, ou encore en fin d'après-midi et en soirée, ou enfin le week-end que l'on peut raisonnablement se mettre en recherche lorsqu'on est élève ? Globalement, non. Le milieu familial suppléera donc. Tous les milieux n'offrent pas les mêmes ressources, les possibilités et la qualité même des stages pourront s'en ressentir grandement.

Tout ce qui concerne l'école doit pouvoir être assuré par les moyens de l'école. La gratuité et la qualité de l'information est de ce point de vue centrale. Les CIO sont un service gratuit. L'ONISEP est un service public de production et de diffusion gratuit pour les collégiens, lycéens et leurs familles. Il doit absolument le rester dans ses trois dimensions : public, production, diffusion. Les inégalités de ressources temporelles et d'accès à des relations diversifiées que connaissent les milieux familiaux se doublent souvent d'inégalités économiques : marchandiser l'information les renforcera. Quelle société veut-on ? Imagine-t-on le coût de l'information et de l'aide au projet apportée dans le cadre de services privés d'orientation ? Un exemple d'une maison d'édition célèbre dans le milieu de l'orientation : de 269€ (prestations par téléphone) à 399€ (prestations en face à face) sur une année.

III- La nécessité du CIO comme institution de synergie des partenaires de l'école et dans l'école

Un troisième point doit être affirmé.

Il est peu probable que chaque établissement scolaire, même muni d'un psychologue, soit en capacité de mettre en place l'ensemble des ressources nécessaires à la guidance. Actions d'information inter-établissements, accès à des professionnels d'horizons plus élargis que ceux d'une seule communauté éducative, par exemple pour la mise en place du PDMF, relations avec les établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de l'orientation post-bac, relations avec les entreprises, associations, chambres syndicales et patronales, syndicats, acteurs et institutions du monde socio-professionnel, mise à la disposition des familles d'informations pertinentes sur les caractéristiques du bassin de formation, relations avec les fédérations de parents d'élèves souvent organisées au-delà du seul établissement... tout cela nécessite de la coordination, de la mutualisation souvent.

L'ANDCIO estime que le CIO est une structure dont la contribution à cette synergie des établissements et à leur vocation à être reliés à leur environnement doit être reconnue, renforcée et

institutionnalisée. L'ensemble des CIO doit se voir doté d'une personnalité juridique sous la forme d'un établissement public dont le niveau d'implantation lui permette la contractualisation avec ses partenaires homologues : établissements scolaires, mais aussi autres partenaires et institutions du bassin d'emploi et de formation. Sa mission d'aide à la complémentarité entre tous les acteurs de l'orientation et à la mise en place à l'échelle d'un territoire des actions de court, moyen et long terme relevant de la culture sociale, économique et professionnelle, voire de la construction d'une capacité à s'orienter tout au long de la vie, et de l'impossibilité de dissocier le sujet en deux composantes (celle de la réussite scolaire, celle de la réussite en orientation, ou encore celle de sa réceptivité à la pédagogie, celle de sa réceptivité à l'information) doit être symbolisée et matérialisée pour l'Andcio dans trois directions :

- une composition de l'équipe du CIO faisant place à la diversité : conseillers d'orientation-psychologues, personnels chargés d'accueil et d'information, documentalistes multimédias, ingénieurs d'études statistiques et qualitatives, chargés de relation avec les entreprises et le monde socio-économique et professionnel, personnels administratifs, directeur de CIO relevant des personnels de direction,
- une composition du CA de l'établissement public faisant place à la pluralité des mondes de l'école et de l'environnement social et professionnel et, notamment, à la représentation des catégories suivantes : chefs d'établissement scolaire, personnels enseignants et de l'éducation nationale, parents d'élèves, lycéens et étudiants, collectivités territoriales, aide sociale à l'enfance, monde économique, social et de l'environnement, jeunesse et éducation populaire...
- une déclinaison pertinente des missions des CIO que la rénovation récente du décret statutaire des personnels d'orientation n'a pas réalisée parce qu'elle a, pour l'essentiel, confondu l'activité du CIO avec la seule technicité de ses personnels conseillers d'orientation-psychologues.
